



## Mobilisé-es pour nos droits et contre la saignée budgétaire !

### EN GRÈVE LE 5 DÉCEMBRE ET PRÉPARONS LA SUITE !

Le projet de loi de finances 2025, qui doit être adopté avant le 31 décembre 2024, porte des attaques inacceptables, notamment :

- Projet d'instauration des trois jours de carence et de baisse de l'indemnité des arrêts maladie (90% du traitement à partir du 4ème jour) qui menace de façon très concrète et violente notre santé et nos conditions de vie. La dégradation des conditions de travail, tout comme le recul de l'âge de la retraite, impacte la santé des personnels, déjà très exposés aux virus saisonniers. En décalage total avec cette réalité, le Sénat va même jusqu'à adopter un amendement imposant une deuxième journée de solidarité pour tous-tes les travailleur-ses (nouvelle journée de travail non rémunérée).
- Suppression de 4000 postes d'enseignant-es dont 3 155 dans le 1er degré. À Paris, depuis deux ans, le nombre de fermetures de classe a accentué la dégradation des conditions de travail des personnels comme les conditions d'apprentissage des élèves, en particulier les plus fragiles. Ces suppressions de postes passées et à venir, ont aussi un impact réel sur l'inclusion, la formation et le remplacement, en bref sur la qualité du service public d'éducation. À cela s'ajoute l'épuisement lié aux rythmes scolaires spécifiques à Paris.

Depuis quelques jours, le mépris et la violence de nos responsables politiques à l'égard de notre statut et de nos métiers font monter une colère légitime dans les écoles. Tandis que l'ancien Président Nicolas Sarkozy réactive le marronnier du temps de travail des enseignant-es, insultant au passage les collègues de maternelle, le ministre de la Fonction publique, Guillaume Kasbarian, multiplie les annonces provocatrices sur les fonctionnaires.

Il y a urgence à prendre des mesures concrètes pour enrayer la crise d'attractivité de nos métiers. Salaires, carrière, droit à la mobilité géographique, droit à la formation ou au temps partiel... Couplée au manque d'AESH, à Paris la situation est particulièrement sclérosée et urgente. La création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH est indispensable !

L'urgence n'est certainement pas à la poursuite du Choc des savoirs. L'école publique n'a nul besoin d'évaluations nationales, de manuels labellisés, de nouveaux programmes, de groupes de niveaux... C'est pourtant exactement ce qu'a annoncé notre nouvelle Ministre malgré l'opposition unanime de la communauté éducative.

Les 3 jours de carence, la baisse de l'indemnisation journalière, les 4 000 suppressions de postes d'enseignant-es doivent être abandonnés et retirés du projet de loi de finance. Nos organisations syndicales parisiennes FSU-SNUipp, SNUDI-FO, SUD éducation, SE-UNSA, CGT éduc'action et CNT-STE, appellent dès maintenant les personnels des écoles à se réunir pour s'informer, préparer la grève et les actions nécessaires dans la durée, discuter des suites pour mettre en échec ce projet de loi de finance et ce gouvernement, stopper la politique éducative délétère et exiger des moyens pour l'école publique.

La participation de chaque collègue sera décisive : **c'est bien par une mobilisation massive, par la grève, en commençant le 5 décembre que nous pourrons gagner !**

#### En grève jeudi 5 décembre !

**Fermons toutes les écoles, discutons et préparons dès aujourd'hui la suite !**

**Dès maintenant soyons nombreux en AG et en RIS**

Rendez-vous jeudi 5 décembre à 10h  
à la Bourse du Travail,  
en AG de grève afin de s'organiser pour gagner !

- ➔ Abandon du projet Kasbarian
- ➔ Aucun jour de carence !
- ➔ Annulation des 3 155 suppressions de postes dans le 1er degré et création des postes d'enseignant-es, d'AESH et de Psy EN nécessaires
- ➔ Création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH
- ➔ Revalorisation indiciaire pour toutes et tous et refus de la paie au mérite, abandon du Pacte
- ➔ Abandon de la réforme des retraites
- ➔ Droit à la mobilité des enseignant-es